



STATEMENT ON BEHALF OF AUSTRALIA, CANADA AND NEW ZEALAND (CANZ) AT THE TWENTY-EIGHTH SESSION OF THE CONFERENCE OF THE STATES PARTIES

AGENDA SUBITEM 9(D): ADDRESSING THE THREAT FROM CHEMICAL WEAPONS USE

Thank you, Mr. Chairperson. I have the honour of speaking on this important agenda item on behalf of Canada, Australia and Aotearoa New Zealand.

Mr. Chairperson,

A full decade has passed since the atrocious chemical weapons attack launched by the Syrian Arab Republic in Ghouta, Syria shocked the world. Ten years ago, we watched in collective horror as more than 1,000 people were killed, many of them children, as a result of Syria's use of the lethal nerve agent sarin.

Syria's accession to the Chemical Weapons Convention in 2013 was welcomed by the international community as a demonstration of Syria's commitment to fully, irreversibly and verifiably destroy its chemical weapons stockpile. And yet, the 10 years that have passed since Syria acceded to the Convention have not only seen a lack of cooperation from Syria but also numerous incidents of confirmed use of chemical weapons, including against Syrian civilians. To be clear, we now know of nine separate and confirmed uses of chemical weapons attributed by the OPCW to the Syrian Arab Republic. Even after it joined the Convention, Syria hid undeclared chemical weapons assets, and used sarin and chlorine to conduct chemical weapons attacks. Today, serious concerns persist regarding the potential existence of undeclared stockpiles of chemical weapons, activities, and/or facilities in Syria.

At the same time, we are troubled by the reported use of chemical weapons by non-state actors within Syria. This further underlines the need to fully eliminate chemical weapons and, in the case where a State Party is failing to meet its obligations, the need to restrict and monitor the transfer of possible agents and precursors.

Ten years on and still the OPCW Technical Secretariat continues to assess that Syria's 2013 initial declaration of its chemical weapons stockpiles cannot be considered accurate and complete. Despite its clear obligations, Syria continues to fall short when it comes to extending its full cooperation to the Technical Secretariat. In the face of Syria's blatant disregard for its responsibilities as a State Party to the Chemical Weapons Convention, CANZ applauds the commitment and efforts of the Declaration Assessment Team, the Fact-Finding Mission and the Investigation and Identification Team in continuing their work with the utmost levels of professionalism, integrity and impartiality. Despite its good faith attempts to explore different routes and options to rectify the outstanding issues with Syria's declaration,

the Secretariat has been met with obstacles from Syria at every step along the way. CANZ will continue to support the work of the Technical Secretariat to preserve the integrity of the global norm against chemical weapons use that has been challenged by States and non-state actors alike over the past 10 years.

Like other OPCW Member States, Canada, Australia and New Zealand demand better of the Syrian Arab Republic. Enough is enough. CANZ again calls on Syria to fulfill its international obligations and work in good faith with the OPCW, as required of all States Parties to the Chemical Weapons Convention. We condemn in the strongest possible terms the use of chemical weapons anywhere, at any time, by anyone under any circumstances — which is a serious violation of international law — and we stand by the Syrian people as they demand justice for the atrocities committed in Syria. There can be no impunity for those that carry out chemical weapons attacks, and the passage of time will not diminish our resolve for accountability. We can and must continue to pursue every avenue to hold Syria accountable for its chemical weapons use.

That is why CANZ is co-sponsoring the draft decision on Syria before this Conference and would encourage all States Parties to vote in favour of its adoption. We believe that the draft decision is forward looking for the Organisation and would strengthen the Convention itself. It is imperative for all States Parties to strive to uphold the integrity of the Convention by addressing the continued threat of chemical weapons use both by Syria and by other actors, including non-state actors.

Thank you, Mr. Chairperson.

I kindly ask you to consider this CANZ statement as an official document of the 28th Session of the Conference of the States Parties, and post it on the OPCW external server and public website.

* * *

**DÉCLARATION AU NOM DE L'AUSTRALIE, DU CANADA ET DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (CANZ)
À LA VINGT-HUITIÈME SESSION DE LA CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES**

Point 9(d) de l'ordre du jour : Faire face à la menace de l'utilisation d'armes chimiques

Merci, Monsieur le Président. J'ai l'honneur de prendre la parole sur ce point important de l'ordre du jour au nom du Canada, de l'Australie et d'Aotearoa-Nouvelle-Zélande.

Monsieur le Président,

Une décennie complète s'est écoulée depuis l'atroce attaque chimique lancée par la République arabe syrienne dans la Ghouta en Syrie a choqué le monde entier. Il y a dix ans, nous avons assisté collectivement avec horreur à la mort de plus de 1 000 personnes, dont beaucoup d'enfants, à la suite de l'utilisation du sarin, un agent neurotoxique mortel, par la Syrie.

L'adhésion de la Syrie à la Convention sur les armes chimiques en 2013 a été saluée par la communauté internationale, qui considérait qu'il s'agissait d'un engagement manifeste de la Syrie à détruire pleinement, irréversiblement et de manière vérifiable son stock d'armes chimiques. Et pourtant, au cours des dix années suivant l'adhésion de la Syrie à la Convention, nous avons non seulement assisté à un manque de coopération de la part de la Syrie, mais aussi à de nombreux incidents d'utilisation confirmée d'armes chimiques, y compris contre des civils syriens. Soyons clairs : nous sommes maintenant au courant de neuf utilisations distinctes et confirmées d'armes chimiques attribuées par l'OIAC à la République arabe syrienne. Même après son adhésion à la Convention, la Syrie a caché des armes chimiques non déclarées et a utilisé du sarin et du chlore pour mener des attaques chimiques. Aujourd'hui, de graves préoccupations persistent quant à l'existence potentielle de stocks non déclarés d'armes chimiques, d'activités et/ou d'installations en Syrie.

En même temps, nous sommes troublés par l'utilisation signalée d'armes chimiques par des acteurs non étatiques en Syrie. Cela souligne en outre la nécessité d'éliminer complètement les armes chimiques et, dans le cas où un État partie ne s'acquitte pas de ses obligations, la nécessité de restreindre et de surveiller le transfert d'agents et de précurseurs éventuels.

Plus de dix ans plus tard, le Secrétariat technique de l'OIAC est d'avis que la déclaration initiale de la Syrie concernant ses stocks d'armes chimiques en 2013 ne peut pas être considérée comme exacte et complète. Malgré des obligations claires, la Syrie s'abstient encore de coopérer pleinement avec le Secrétariat technique. Face au mépris flagrant de la Syrie à l'égard de ses responsabilités en tant qu'État partie à la Convention sur les armes chimiques, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande saluent l'engagement et les efforts de l'Équipe d'évaluation de la déclaration, de la Mission d'établissement des faits et de l'Équipe d'enquête et d'identification, qui ont poursuivi leur travail en manifestant les plus hauts niveaux de professionnalisme, d'intégrité et d'impartialité. Malgré ses tentatives de bonne foi d'explorer différentes voies et options pour remédier aux questions en suspens relatives à la déclaration de la Syrie, le Secrétariat s'est heurté à des obstacles dressés par la Syrie à chaque étape du processus. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande continueront d'appuyer les travaux du Secrétariat technique visant à préserver l'intégrité de la norme mondiale contre l'utilisation d'armes chimiques qui a été contestée par des États tout autant que des acteurs non étatiques au cours des dix dernières années.

Comme d'autres États membres de l'OIAC, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande exigent davantage de la République arabe syrienne. Assez, c'est assez. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande demandent à la Syrie de s'acquitter de ses obligations internationales et de travailler de bonne foi avec l'OIAC, comme tous les États parties à la Convention sur les armes chimiques sont censés le faire. Nous condamnons le plus vivement possible l'emploi d'armes chimiques quels que soient le lieu, le moment, l'auteur ou les circonstances – ce qui constitue une grave violation du droit international – et nous soutenons le peuple syrien alors qu'il demande justice pour les atrocités commises en Syrie. Il ne peut y avoir d'impunité pour ceux qui commettent des attaques au moyen d'armes chimiques, et le temps qui s'est écoulé ne diminuera pas notre détermination à exiger une reddition de comptes. Nous pouvons explorer toutes les options pour tenir la Syrie responsable de son utilisation d'armes chimiques et nous devons continuer de le faire.

C'est pourquoi le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande coparrainent le projet de décision sur la Syrie dans le cadre de la Conférence et encouragent tous les États parties à voter en faveur de son adoption. Nous pensons que le projet de décision est tourné vers l'avenir et qu'il renforcera la Convention elle-même. Il est impératif que tous les États parties s'efforcent de préserver l'intégrité de la Convention en s'attaquant à la menace persistante de l'utilisation d'armes chimiques tant par la Syrie que par d'autres acteurs, y compris des acteurs non étatiques.

Merci, Monsieur le Président.

Je vous demande de bien vouloir considérer cette déclaration du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande comme un document officiel de la 28^e session de la Conférence des États parties, et de la publier sur le serveur externe et le site Web public de l'OIAC.

* * *